

L'Amérique latine remonte lentement la pente

- Après deux ans de récession, le retour de la croissance est attendu en 2017.
- La Banque américaine de développement propose une zone de libre-échange.

AMÉRIQUE DU SUD

Thierry Ogier

— Correspondant à São Paulo

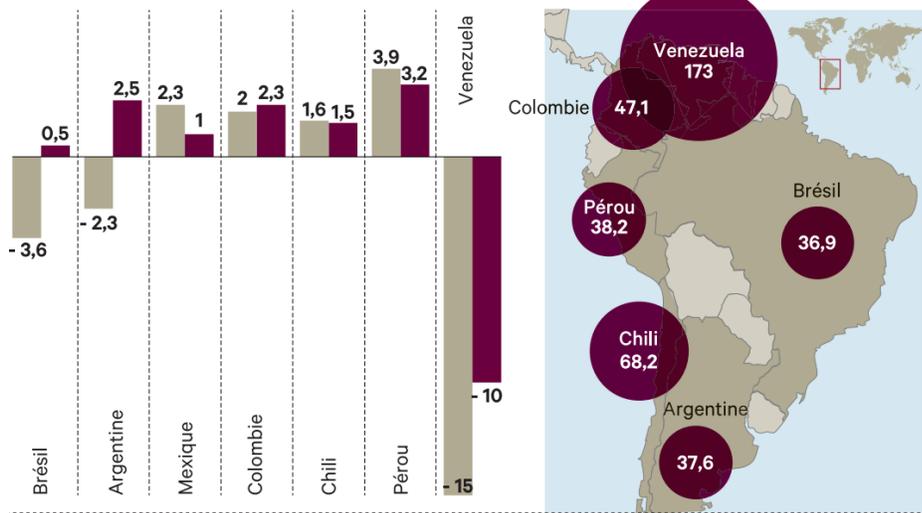
Après deux ans de récession, l'Amérique latine devrait enfin retrouver le chemin de la croissance cette année. Mais celle-ci sera loin d'être spectaculaire. Aussi longtemps que les incertitudes liées aux politiques commerciales et monétaires des Etats-Unis demeureront.

La Banque interaméricaine de développement (BID), réunie ce week-end au Paraguay, table pour le sud du continent sur une croissance située entre 1,5 % et 2 %. Son chef économiste, José Juan Ruiz, est convaincu que le PIB de la région va croître cette année, mais il relève toutefois d'« énormes incertitudes pour établir des projections ». Le Mexique est directement visé par les velléités protectionnistes de Donald Trump, qui souhaite remettre en cause l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) et ériger un mur avec son voisin.

Une politique budgétaire expansionniste des Etats-Unis pourrait également pousser la banque centrale américaine à accélérer la hausse de ses taux d'intérêt. Les cours des matières premières pourraient fléchir. Tout cela serait de nature à réduire la croissance du Mexique de 2,2 % à 1,4 % par an entre 2017 et 2019, selon la BID, qui appelle à la création d'une zone de libre-échange de l'Amérique latine et des Caraïbes. Calquée sur « le modèle » de l'Alliance du Pacifique (Mexique, Chili, Pérou, Colombie),

La croissance des pays d'Amérique du Sud... et leur dette publique en 2016

Variation annuelle du PIB, en % En % du PIB



*PRÉVISIONS

LES ECHOS / SOURCE : INSTITUT DE LA FINANCE INTERNATIONALE (IIF)

cet ensemble créerait un marché unique de 5.000 milliards de dollars, correspondant à 7 % du PIB mondial, selon la BID.

Signes ténus de reprise

L'Institut of International Finance (IIF) a, quant à lui, d'ores et déjà sabré sa prévision de croissance de 2 % à 0,9 % pour l'Amérique latine cette année : « Il y a bien des signes ténus de reprise, mais il n'y a pas de quoi s'emballer », note Roberto Sifon-Arevalo, analyste de S & P Global pour la zone Amériques. On constate une légère amélioration par rap-

port à l'an dernier, grâce au rebond attendu en Argentine », avec une croissance de 3 %, après une chute de 2,3 % l'an dernier, « et la sortie de récession au Brésil » (+ 0,5 %, après -3,6 %). « Au Mexique, la croissance est encore faible, mais elle demeure positive. Alors que dans d'autres pays, comme le Pérou, la croissance risque d'être inférieure à celle de l'an passé », explique-t-il.

Les deux pays du cône Sud ont entamé un cycle de réformes soutenues par les investisseurs après l'arrivée au pouvoir de Michel Temer au Brésil et de Mauricio

Macri en Argentine au cours des dix-huit derniers mois. « Le Brésil a déjà approuvé le plafonnement des dépenses publiques et va approuver la réforme des retraites. L'économie démarrera 2018 avec le vent dans le dos », affirme Ramon Aracena, chef économiste de l'IIF pour l'Amérique latine, qui prévoit une croissance supérieure à 3 % au Brésil en 2018, tout comme en Argentine. Mais, au Mexique, elle devrait chuter à 0,5 %.

Brésil et Argentine pourraient redécoller en 2018, mais le risque social demeure.

Les réformes sont loin d'être acquises. Car les conditions de vie d'une grande partie de la population se sont dégradées pendant la récession, et ne vont pas se redresser rapidement. « Les gens sont devenus impatients au cours des dernières années, il y a beaucoup plus d'agitation sociale. Les gens sont prêts à dire : "Bon, vous savez, il y a la corruption, mon niveau de vie ne s'est pas amélioré"... Le sentiment dans la région est plus instable, les gens sont plutôt inquiets. Et plus les gens deviennent irrités, plus il sera difficile d'appliquer des politiques de réformes », note l'analyste de S & P Global. ■



Le torchon brûle entre Madrid et Londres sur la question de Gibraltar. Photo Jorge Guerrero/ALFA

Brexit : Gibraltar enfièvre l'Europe

EUROPE

L'avenir du Rocher britannique après le Brexit ravive les querelles entre Londres et Madrid.

Cécile Thibaud,

— Correspondante à Madrid

Le torchon brûle entre Madrid et Londres sur la question de Gibraltar. Le territoire britannique qui se situe à la pointe sud de l'Andalousie est au centre d'une escalade de déclarations incendiaires depuis l'annonce vendredi de l'introduction, dans les lignes directrices du Conseil européen sur la négociation du Brexit, d'un paragraphe octroyant à l'Espagne un droit de veto sur l'application à Gibraltar de tout futur accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Madrid, décidant de l'avenir de Gibraltar ? Il n'en a pas fallu plus pour que les esprits s'échauffent, tant à Londres que dans la colonie. L'ancien leader conservateur, Michael Howard, a ainsi appelé dimanche Theresa May à suivre l'exemple de Margaret Thatcher défendant les îles Malouines contre l'invasion argentine, en 1982 : « Je suis absolument certain que notre actuelle Première ministre fera preuve de la même fermeté pour défendre les habitants de Gibraltar », a-t-il affirmé-t-il, tandis que le ministre de la Défense britannique, Michael Fallon, assurait que son pays protégerait la colonie « jusqu'aux dernières conséquences ». Depuis le Rocher, le ministre principal Fabian Picardo, a concentré ses critiques sur l'attitude du président du Conseil européen : « Donald

Tusk, qui aime filer la métaphore sur le divorce, est en train de se comporter comme un mari cocu qui fait payer le problème aux enfants », a-t-il asséné en demandant le retrait du paragraphe épineux dans la directive. Il a reçu par téléphone l'assurance d'« soutien indéfectible » de Theresa May, qui lui a garanti que Londres ne cédera « jamais » la souveraineté de l'enclave contre la volonté de ses habitants, lesquels avaient voté à 99 % contre l'éventualité d'une souveraineté partagée avec l'Espagne lors d'une consultation en 2002. Fabian Picardo a appelé les dirigeants européens à retirer ce passage sur Gibraltar dans la version définitive de leurs « principes directeurs ».

Remue-ménage

De leur côté, les Espagnols savourent leur victoire. En alerte depuis le résultat du référendum sur le Brexit, ils avancent leurs pions, prêts à ressortir leurs revendications sur le territoire. Si britannique qu'elle se sente, la colonie est aussi puissamment dépendante, tant géographiquement qu'économiquement, de ses échanges avec la région voisine d'Andalousie. Les habitants de Gibraltar s'étaient d'ailleurs prononcés à 96 % en faveur d'un maintien dans l'Union européenne lors du référendum sur le Brexit, le 23 juin dernier. Alors, s'ils tiennent à maintenir ces bonnes relations, il leur faudra négocier, calcule Madrid. « Il n'y a aucune raison de s'énervier sur Gibraltar », a assuré lundi le ministre espagnol des Affaires étrangères, Alfonso Dastis, faussement surpris par le remue-ménage provoqué à Londres. « Il est clair que le traditionnel flegme britannique brille par son absence », a-t-il ironisé. ■

Al Sissi-Trump : début d'une ère nouvelle entre Le Caire et Washington

Le président égyptien a été reçu à la Maison-Blanche. La lutte contre le terrorisme était au centre des discussions.

Autant la relation avec l'administration Obama avait été détestable, autant celle qui débute avec Donald Trump paraît prometteuse. Le président américain a accueilli, lundi, à la Maison-Blanche son homologue égyptien Abdel Fattah Al Sissi, avec la volonté affichée d'ouvrir un nouveau chapitre dans leur relation.

Cela suppose déjà de passer sous silence les questions qui fâchent comme le dossier des droits de l'homme. Cela implique également d'oublier la décision de l'administration Obama qui avait gelé quelque temps son aide militaire à l'Égypte en 2013 après la destitution du président islamiste Mohamed Morsi et la répression sanglante envers les Frères musulmans. Bon an mal an, les Etats-Unis allouent environ 1,5 milliard de dollars d'aide à l'Égypte dont 1,3 milliard dans le domaine militaire. Pour l'homme fort de l'Égypte, qui fut l'un des premiers à féliciter le républicain après sa victoire, le tête-à-tête dans le Bureau ovale aura eu une saveur particulière puisque jusqu'ici, il n'avait jamais été invité à la Maison-Blanche. Afin de ménager les susceptibilités, notamment dans les rangs des ONG, il n'a pas été question d'une visite officielle mais plutôt d'une rencontre discrète et à caractère privé. Malgré ces précautions, les critiques n'ont pas manqué. « Inviter Abdel Fattah Al Sissi pour une visite officielle à Washington au moment où des dizaines de milliers d'Égyptiens croupissent en prison et où la torture est de nouveau

à l'ordre du jour est une étrange façon de bâtir une relation stratégique stable », a estimé Sarah Margon, responsable de Human Rights Watch aux Etats-Unis.

Maintenir un niveau d'aide « fort » à l'Égypte

Le magnat de l'immobilier et l'ancien général, qui n'ont pas prévu de conférence de presse commune, s'étaient déjà rencontrés à New York en septembre, lorsque la campagne battait son plein. Donald Trump n'avait alors pas tari d'éloges à l'égard de son interlocuteur : « C'est un type fantastique. Il a pris le contrôle de l'Égypte, vraiment pris le contrôle. » L'administration Trump loue aujourd'hui avec force celui qui dirige l'Égypte d'une main de fer, saluant ses « mesures courageuses » dans le domaine économique et dans la lutte contre le terrorisme. La lutte contre le groupe djihadiste Etat islamique (EI), est précisément l'un des thèmes centraux que les deux chefs d'Etat ont abordé paral-

lèlement à la question du conflit israélo-palestinien.

Les affaires n'étant pas toujours en cohérence avec la diplomatie, la Maison-Blanche a infléchi sa position vis-à-vis du Caire et repris ses livraisons d'armes lourdes en 2015. A présent, en dépit d'une volonté de baisser de façon nette son aide internationale, la Maison-Blanche a promis de maintenir un niveau d'aide « fort » à l'Égypte. Sans s'engager sur un quelconque chiffre. Reste bien entendu à savoir si la nouvelle administration républicaine serait prête à désigner la confrérie des Frères musulmans de Mohamed Morsi comme une organisation terroriste. « Le président souhaite entendre la position du président Sissi sur le sujet », avait répondu, prudent, un haut responsable américain avant la visite. Et d'expliquer : « Comme d'autres pays, nous avons des inquiétudes concernant diverses activités des Frères musulmans dans la région. »

— M. G.

Trump menace ouvertement la Corée du Nord

Dans un entretien au « Financial Times » publié dimanche, Donald Trump se déclare prêt à « régler » seul le problème du nucléaire nord-coréen si la Chine ne fait pas pression sur Pyongyang. Le président américain, qui rencontrera jeudi son homologue chinois, Xi Jinping, critique l'insuffisance des sanctions adoptées par Pékin contre son ex-allié en dépit de l'arrêt des importations chinoises de charbon nord-coréen. « Nous savons que [le charbon] y rentre par d'autres moyens. Nous voulons voir des actions fortes de la Chine pour condamner la Corée du Nord et non pas seulement des paroles », a déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley à la télévision. La Maison-Blanche considère la République populaire démocratique de Corée comme la principale menace contre les Etats-Unis.

Les Echos WINE CLUB
Ventes Privées
par www.wineandco.com

Réservé aux lecteurs du quotidien Les Echos

VENTE PRIVÉE
Foire aux Vins de Printemps
LIVRAISON OFFERTE*
DU 03.04 AU 10.04

Rioja
Hautes Côtes de Nuits
Pouilly Fuissé
Champagne
Saint-Emilion Grand Cru
Pessac-Léognan

Notre coup de coeur

CHATEAU MALARTIC LAGRAVIÈRE
ROUGE 2012
Bordeaux - Pessac-Léognan
...
"Un millésime à ne pas manquer... 94 Parker !"



36,00€
46,00€

RETROUVEZ TOUTES LES OFFRES SUR www.venteprivee-lesechos.fr
Commande par téléphone : 0 810 505 015

* livraison offerte pour une livraison en point relais